

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

Index AI : AMR 25/004/2007 – ÉFAI

24 avril 2007

AU 97/07

Craintes pour la sécurité / Craintes d'arrestation arbitraire

CUBA

Martha Beatriz Roque Cabello (f), dissidente politique

Selon les informations reçues, l'ancienne prisonnière d'opinion Martha Beatriz Roque Cabello a été menacée et harcelée en raison de ses activités politiques, par des individus disant appartenir aux forces de sécurité. Amnesty International craint que la vie de cette femme ne soit en danger et qu'elle ne soit à nouveau emprisonnée pour des raisons d'opinion.

Martha Beatriz Roque Cabello est à la tête d'un groupement d'organisations cubaines dissidentes, l'Asamblea para promover la sociedad civil en Cuba (Assemblée pour la promotion de la société civile à Cuba). Depuis qu'elle est sortie de prison, en juillet 2004, elle aurait été harcelée et menacée à de multiples reprises, et attaquée par des partisans du gouvernement.

Les dernières menaces remontent au 17 avril : Martha Beatriz Roque Cabello aurait reçu un appel anonyme d'un homme affirmant appartenir aux forces de sécurité. Il aurait menacé de la faire jeter en prison si elle ne cessait pas ses activités politiques : « *Martha, tu mets ta vie en danger, tu vas retourner en prison.* »

Martha Beatriz Roque Cabello pense que ces menaces visaient à la faire renoncer à ses activités avec des médias étrangers. Elle accorde régulièrement des entretiens à Radio Martí, une radio basée aux États-Unis qui émet à Cuba.

En mars 2003, Martha Beatriz Roque Cabello a été condamnée à vingt ans d'emprisonnement pour avoir porté atteinte à l'« *indépendance ou l'intégrité territoriale de l'État* » (article 91 du Code pénal). Amnesty International l'avait alors adoptée comme prisonnière d'opinion. Comme elle souffrait de diabète et d'hypertension, elle a bénéficié, le 22 juillet 2004, d'une mesure de libération conditionnelle pour raisons médicales. Depuis lors, elle mène campagne pour la remise en liberté d'autres prisonniers d'opinion cubains.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

À Cuba, la liberté d'expression et d'association est fortement limitée. Il est fréquent que les membres d'organisations politiques ou de défense des droits humains non reconnues par les autorités soient la cible d'actes d'intimidation lorsqu'ils exercent leur droit à la liberté d'expression, de réunion et d'association. Ces manœuvres visent manifestement à les empêcher de mener à bien leurs activités pourtant légitimes et non violentes.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- déclarez-vous préoccupé par les informations selon lesquelles Martha Beatriz Roque Cabello a été menacée par un homme affirmant faire partie des forces de sécurité, et exhortez les autorités à prendre des mesures immédiates en vue de garantir la sécurité de cette femme ;
- demandez aux autorités de veiller à ce que tous les défenseurs des droits humains et les dissidents politiques puissent exercer leurs activités légitimes et non violentes librement et sans crainte de représailles.

APPELS À :

Chef de l'État et du gouvernement :

Raúl Castro Ruz
Presidente interino
La Habana, Cuba

Fax : +53 7 8333085 (via le ministère des Affaires étrangères)
ou +1 2127791697 (via la Mission de Cuba auprès des Nations unies)

Courriers électroniques : f_castro@cuba.gov.cu
cuba@un.int (via la Mission de Cuba auprès des Nations unies)

Formule d'appel : *Su Excelencia / Excellence,*

Procureur général :

Dr Juan Escalona Reguera
Fiscal General de la República,
Fiscalía General de la República, San Rafael 3, La Habana, Cuba

Fax : +53 7 669 485
+53 7 333 164

Formule d'appel : *Señor Fiscal General, / Monsieur le Procureur général,*

Ministre des Affaires étrangères :

Sr Felipe Pérez Roque
Ministro de Relaciones Exteriores
Ministerio de Relaciones Exteriores, Calzada No. 360, Vedado, La Habana, Cuba

Fax : +53 7 8333 085
Courriers électroniques : cubaminrex@minrex.gov.cu

Formule d'appel : *Señor Ministro, / Monsieur le Ministre,*

Ministre de l'Intérieur :

General Abelardo Colomé Ibarra
Ministro del Interior y Prisiones
Ministerio del Interior, Plaza de la Revolución, La Habana, Cuba

Fax : +53 7 8301 566
Formule d'appel : *Señor Ministro, / Monsieur le Ministre,*

COPIES aux représentants diplomatiques de Cuba dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT. APRÈS LE 5 JUIN 2007, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*